

Les Espagnols aux urnes le 23 juillet prochain pour renouveler leur parlement

Le président du gouvernement espagnol (premier ministre) sortant Pedro Sanchez (Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE) a annoncé le 29 mai la dissolution des *Cortes generales*, nom du Parlement qui comprend le Congrès des députés et le Sénat, et la convocation d'élections parlementaires anticipées le 23 juillet (le scrutin était prévu à la fin de l'année).

Cette décision fait suite à la victoire du Parti populaire (PP) conduit par Alberto Nunez Feijoo aux élections régionales, provinciales et municipales du 28 mai dans une grande partie de l'Espagne. « *Comme président du gouvernement et comme secrétaire du PSOE, j'assume les résultats. Je crois qu'une clarification sur la volonté des Espagnols est nécessaire et je pense qu'il est nécessaire de soumettre notre mandat démocratique à la volonté populaire. Le mieux est que les Espagnols se prononcent sans attendre* » avait déclaré le Premier ministre à l'annonce des résultats. Les Espagnols confirmeront-ils le 23 juillet leur vote du 28 mai ? Rien n'est fait et Pedro Sanchez joue son va-tout en convoquant des élections anticipées. Une chose est certaine : ses compatriotes, focalisés sur le scrutin à venir, parlent sans doute un peu moins de la défaite des socialistes aux élections locales, et le Parti populaire, obligé de se projeter immédiatement dans une nouvelle bataille électorale, ne peut savourer sa victoire.

La campagne électorale se tient du 7 au 21 juillet. Les *Cortes generales*, élus le 23 juillet, se réuniront le 17 août.

Pedro Sanchez domine la vie politique espagnole depuis juin 2018, date à laquelle il a succédé à Mariano Rajoy (PP), en poste depuis décembre 2011, à la tête du gouvernement. En s'alliant avec la gauche radicale d'Unidos Podemos, il a formé le premier gouvernement de coalition d'Espagne depuis le retour du pays à la démocratie en 1976.

Selon l'enquête d'opinion réalisée par l'institut EletoPanel/Electomania fin juin, le PP devrait arriver

en tête du scrutin parlementaire avec 32,1% des suffrages devant le PSOE crédité de 29% des voix. Vox, parti populiste de droite, obtiendrait 13,9% et Sumar (S) (Additionner), coalition de partis de gauche radicale, 13,6%. Le reste des suffrages irait aux partis régionaux, nombreux en Espagne. Ces derniers peuvent priver le PP ou le PSOE de majorité. Lors des deux derniers scrutins parlementaires (2015 et 2019), les Espagnols ont dû retourner aux urnes quelques mois après de premières élections, celles-ci n'ayant pas permis de dégager de majorité. Le scénario sera-t-il le même en 2023 ?

LE 28 MAI (28 M)

Le 28 mai, 35,5 millions d'Espagnols se sont rendus aux urnes, soit une participation de 63,83%, pour des élections régionales, provinciales et municipales, appelées 28 M. Seules 12 des 17 régions votaient : la Catalogne, le Pays basque, l'Andalousie, la Galice et la Castille-et-Leon possédant un autre calendrier électoral. Ces scrutins n'étaient donc pas *a priori* compliqués par la question nationaliste

4 leçons peuvent en être tirées :

- Ciudadanos (C's), parti centriste dont Patricia Guasp est la porte-parole, a été absorbé par le PP qui a remporté le scrutin (il s'impose dans 9 des 12 régions) ;

- le PSOE a perdu des régions et est donc devancé par le PP mais si le parti de Pedro Sanchez se maintient à un niveau correct, ses alliés de gauche radicale (Unidos Podemos, coalition fondée en mai 2016 qui rassemble Podemos, dont Ione Belarra est la secrétaire générale, la Gauche unie (IU), coalition de partis formée autour

Élections parlementaires en Espagne

23 juillet 2023

du Parti communiste et emmenée par Alberto Garzon, et les écologistes d'Equo) ont été laminés (dans les régions dans lesquelles il gouvernait,

- Podemos voit son nombre de voix divisé par plus de deux à l'exception de la région de Valence

- enfin Vox (Vox), parti populiste de droite dirigé par Santiago Abascal, a tiré profit de la campagne qu'il a menée contre Pedro Sanchez qu'il a associé aux séparatistes de l'Euskadi ta Askatasuna, (ETA, organisation basque indépendantiste, marxiste-léniniste et terroriste (l'organisation a causé la mort d'environ 830 personnes entre 1959 et 2018, année de sa dissolution)) et de Bildu, coalition indépendantiste basque de gauche, qui a permis le vote du budget présenté par le gouvernement. Bildu a présenté 7 candidats impliqués dans des activités terroristes aux élections du 28 mai avant de les remplacer.

L'opposition de droite a réussi à transformer le scrutin local en référendum contre Pedro Sanchez. Le Premier ministre les y a aidés en s'investissant personnellement dans la campagne électorale. « *La déroute de la gauche s'explique par l'effondrement de certains partenaires de coalition comme Unidos Podemos. Le nationalisme espagnol, en plein essor depuis 2017, a nourri les critiques envers Pedro Sanchez, accusé de faire alliance avec la gauche radicale et les partis indépendantistes basque et catalan* » a déclaré Guillermo Fernandez, maître de conférences en science politique à l'université Carlos III de Madrid. « *On observe surtout une punition de l'exécutif en raison des alliances qu'a nouées Pedro Sanchez avec d'autres élus d'Unidos Podemos, de Bildu (Se réunir) ou encore avec les indépendantistes catalans* » a souligné Pablo Simon, professeur de science politique dans la même université. « *Ces élections sont la confirmation la plus claire du désir de changement qui existe en Espagne* » a affirmé Alberto Nunez Feijoo, chef du PP. « *Il y a un choix à faire entre Pedro Sanchez et l'Espagne et je n'ai aucun doute que la majorité des Espagnols choisiront l'Espagne* » a-t-il ajouté, avant de conclure « *Nous avons fait le premier pas, il faut maintenant faire le pas définitif* ».

PEDRO SANCHEZ PEUT-IL RÉUSSIR SON PARI ?

Il aurait été sans doute difficile pour Pedro Sanchez de continuer à gouverner le pays durant encore 6 mois en étant attaqué par l'opposition comme par ses alliés ou par les séparatistes.

Fernando Vallespin, professeur de science politique de l'université autonome de Madrid, l'affirme : « *Pedro Sanchez n'aurait plus été en état de gouverner. Ses alliés au Parlement sévèrement punis dans les urnes n'étaient plus disposés à négocier avec lui* ». La décision d'organiser des élections anticipées évite à Pedro Sanchez de voir son autorité de dirigeant du PSOE et de leader de la majorité sortante contestée. La gauche s'est présentée divisée aux élections du 28 mai. A l'approche du scrutin parlementaire, chaque parti défend ses propres intérêts : Unidos Podemos et Sumar, parti de gauche créé en 2023 par la ministre du Travail et de l'Economie sociale, Yolanda Diaz, cherchent à se distinguer du PSOE et, de son côté, le PSOE veut montrer qu'il gouverne réellement le pays.

« *La position alternative, c'était 6 mois d'hémorragie pour le gouvernement* » a indiqué Oriol Bartomeus, professeur associé de science politique à l'université autonome de Barcelone. « *Le PSOE peut se maintenir à un niveau correct en juillet, son résultat aurait été pire 6 mois plus tard* » a déclaré Paloma Roman Marugan, professeur de science politique de l'université Complutense de Madrid.

Pedro Sanchez parie sur la mobilisation des sympathisants de gauche restés chez eux le 28 mai alors que ceux de la droite ou de la droite radicale ont voté en grand nombre. Il brandit également la menace de l'arrivée de la droite radicale au gouvernement en cas de victoire du PP. En effet, les élus de Vox s'avèrent décisifs dans la formation de plusieurs gouvernements régionaux ; Pedro Sanchez tente de mettre le PP dans l'embarras en l'obligeant à faire campagne pour le scrutin parlementaire tout en devant négocier dans certaines régions d'éventuelles alliances avec Vox.

Pedro Sanchez met également en avant sa dimension européenne puisque l'Espagne a pris le 1er juillet

la présidence du Conseil de l'Union européenne, ce qui lui permet de faire de Alberto Nunez Feijoo un « simple » président de la Junte de Galice, une fonction qu'il a effectivement exercée entre 2009 et 2022. Pedro Sanchez a convié le dirigeant du PP à participer à 6 débats télévisés (et lui seul), une proposition refusée par le leader de l'opposition. Pedro Sanchez souhaite centrer la campagne électorale sur son combat avec Alberto Nunez Feijoo et évincer au maximum ses partenaires de la gauche radicale, peu populaires dans l'opinion.

Sa stratégie pourrait sinon suffire au PSOE pour remporter les élections parlementaires au moins atténuer une éventuelle défaite. Alberto Nunez Feijoo ne possède pas une image forte dans la population et si les électeurs ont manifesté un rejet de Pedro Sanchez lors des scrutins locaux du 28 mai, il n'est pas pour autant évident que ceux-ci soient convaincus que l'opposition de droite ferait mieux que le gouvernement sortant.

Le Premier ministre sortant n'a pas tiré bénéfice lors des élections locales des résultats socioéconomiques de son gouvernement. L'Espagne est pourtant un pays qui connaît une croissance solide (5,4% en 2022 et 5,50% prévu en 2023) et dont le marché de l'emploi est dynamique : le taux de chômage s'élève à 12,8%, un chiffre certes élevé mais au plus bas depuis 2008. Un million d'emplois ont été créés dans le pays depuis 2020. Le salaire minimum est passé de 736 € en 2019 à 1 080 € (sur 14 mois, soit 1 260 € sur 12 mois). Les pensions de retraite ont été réalignées sur l'inflation, les droits des travailleurs précaires élargis. L'inflation est faible : 1,9% en juin, soit le taux le plus faible de l'Union européenne, et les exportations ont cru de 23% en 2022. Le gouvernement de Pedro Sanchez a mis en place un revenu minimum vital et il a relevé les bourses et les allocations versées aux familles. Le déficit et la dette restent toutefois élevés, respectivement 4,8% et 113,2% en 2022.

« Pedro Sanchez n'a pas su lire la situation. Il n'a pas perçu que la bonne marche économique du pays était passée au second plan (...) il s'est retrouvé pris dans une fin de campagne axée sur la question patriotique par le PP et Vox conspué comme un traître

prêt à brader l'unité de l'Espagne » a déclaré Pablo Simon, politologue. Selon de nombreux analystes politiques, les Espagnols n'ont pas apprécié que Pedro Sanchez ait conclu des alliances avec des partis indépendantistes alors qu'il avait promis en 2019 de ne jamais le faire. « Les élections du 28 mai sont une punition de l'exécutif en raison des alliances de Pedro Sanchez avec Unidos Podemos, Bildu et les indépendantistes catalans » a indiqué Pablo Simon.

Le PSOE s'est en effet à plusieurs reprises appuyé sur la Gauche républicaine de Catalogne (ERC-Sobiranistes), alliance de 2 partis indépendantistes catalans, mais pour ce faire, il a dû gracier en juin 2021 les 9 indépendantistes catalans condamnés en 2019 à des peines allant de 9 à 13 ans de prison pour « sédition » et « malversations » à la suite du référendum inconstitutionnel du 1er octobre 2017 et de la tentative de sécession qui avait suivi. Le gouvernement s'est appuyé sur l'abstention d'une partie de la gauche indépendantiste catalane et basque pour former son gouvernement en 2020 et sur Bildu pour le vote du budget. Des actes que de nombreux Espagnols ne lui pardonnent pas.

A gauche de la gauche, la populaire Yolanda Diaz, avocate et ministre de l'Emploi du gouvernement sortant de Pedro Sanchez, a rassemblé 16 partis politiques au sein du mouvement Sumar. Elle a officialisé sa candidature au poste de Premier ministre sans obtenir le soutien d'Unidos Podemos. Avant les élections locales, ce dernier parti cherchait à se démarquer de Yolanda Diaz et à l'affaiblir. Unidos Podemos est en déroute. Miné par les divisions internes, il s'est sans doute trop centré sur les thématiques sociétales au détriment des sujets sociaux.

LE MOMENT DE LA DROITE ?

En décidant d'anticiper de 5 mois le scrutin parlementaire, Pedro Sanchez a coupé l'herbe sous le pied du PP qui a à peine pu célébrer sa victoire aux élections locales.

Pour la campagne parlementaire, Alberto Nunez Feijoo entend poursuivre son opération de recentrage

Élections parlementaires en Espagne

23 juillet 2023

du PP qu'il a réussie en absorbant Ciudadanos. Il tente aussi de garder Vox à distance mais il n'est pas certain qu'il y parvienne. Pour l'heure, les 2 partis ont conclu une alliance dans environ 140 municipalités, dont une vingtaine comptent plus de 20 000 habitants (Burgos, Tolède, Valladolid, Gijon et Guadalajara). Ils gouverneront ensemble la région de Valence, 4e région la plus peuplée d'Espagne (le PP dirigera le gouvernement et Vox le parlement).

Alberto Nunez Feijoo a remis à plus tard tout débat au sein du PP sur une éventuelle alliance avec Vox afin de ne pas compromettre ses chances de victoire le 23 juillet. Une telle possibilité pourrait détourner les électeurs centristes ou ceux tentés de voter contre le gouvernement sortant de Pedro Sanchez de se prononcer en faveur du PP. Alberto Nunez Feijoo demeure très flou sur les alliances qu'il pourrait nouer en cas de victoire sans majorité absolue. C'est un modéré, notamment au vu de ses prédécesseurs du PP : José Maria Aznar (1990-2004), Mariano Rajoy (2004-2018) et Pablo Casado (2018-2022). Il souhaite sans doute moins que tout devenir le premier chef du gouvernement espagnol à gouverner avec la droite radicale.

Il promet un « *changement tranquille* » : « *En 2019, Pedro Sanchez a juré de ne jamais s'allier avec les indépendantistes ou la gauche radicale mais il l'a fait. Le PP, c'est une autre manière de faire de la politique : la centralité face au radicalisme* » a-t-il déclaré.

Il souhaite baisser l'impôt sur le revenu des catégories socioprofessionnelles les moins aisées et des classes moyennes (revenu inférieur à 40 000 € par an) et de supprimer la taxe sur les banques et sur l'énergie. Il s'engage à supprimer le ministère de l'Égalité, la loi qui permet de changer librement de genre dès l'âge de 16 ans sur simple déclaration administrative, la loi sur la mémoire démocratique, de réformer la loi sur l'éducation, la réforme du code du travail et la loi sur l'euthanasie et de réintroduire le délit de sédition. Ce délit pour lequel, entre autres, les séparatistes catalans à l'origine du référendum interdit sur l'indépendance de la région avaient été condamnés en 2019, a été remplacé par celui de désordre public aggravé, punissable d'environ 5 ans

de prison. Toute personne reconnue coupable de sédition pouvait encourir jusque 15 ans, la durée de l'inéligibilité est divisée par deux.

A droite du PP, Vox s'est imposé comme la 3e force politique en moins de dix ans. Après les élections locales du 28 mai, Vox est désormais représentée dans tous les parlements régionaux du pays à l'exception de celui de Galice.

L'identité du parti repose sur son opposition au système décentralisé et, par conséquent, aux séparatistes et indépendantistes basques et catalans. Vox qualifie Pedro Sanchez de « traître » et l'accuse de vouloir « *brader l'unité de l'Espagne* ». Le nationalisme de Vox l'empêche d'imaginer toute alliance avec un parti régionaliste, même positionné à droite de l'échiquier politique comme la Coalition canarienne (CC) ou le Parti nationaliste basque (EAJ-PNV).

Vox refuse toute immigration et souhaite revenir sur la légalisation de l'avortement. Il est contre toute contrainte environnementale et se bat pour la protection de l'industrie agroalimentaire. « *L'Espagne doit se dissocier de tout accord international ou de toute législation qui blâme nos producteurs pour les problèmes environnementaux* » peut-on lire dans son programme.

Libéral sur le plan économique, Vox promet de baisser les impôts, une mesure qu'il pense financer entre autres en supprimant les administrations et agences régionales. Vox souhaite réduire les compétences accordées aux régions, notamment en matière d'éducation, de santé, de justice et de sécurité. « *40 ans de régionalisme nous ont laissé une communauté politique divisée en 17 royaumes de taïfas* » est-il écrit dans son programme. Enfin, le parti est atlantiste, il condamne l'invasion de l'Ukraine par le président russe Vladimir Poutine.

LE SYSTÈME POLITIQUE ESPAGNOL

Le Parlement espagnol (Cortes generales) est bicaméral. Il comprend une chambre haute, le Sénat, et une chambre basse, le Congrès des députés. Ce dernier compte 348 députés, élus au moins tous les 4 ans au scrutin proportionnel plurinominal (selon le

système d'Hondt sur des listes bloquées et fermées) au sein de 48 des 50 circonscriptions provinciales - Ceuta et Melilla votent au scrutin majoritaire simple -, dont chacune désigne au moins 2 députés (1 pour Ceuta et Melilla). Le reste des sièges est réparti entre les provinces en fonction de leur population. Les plus importantes circonscriptions sont Madrid (37 sièges), Barcelone (32), Valence (16), Séville et Alicante (12), Malaga (11) et Murcie (10). Une liste doit obtenir au minimum 3% des suffrages pour être représentée au Congrès des députés.

Le Sénat compte 208 membres élus sur des listes ouvertes (sénateurs provinciaux) et 56 représentants désignés par les 17 communautés autonomes du pays (sénateurs communautaires). Chacune des 50 provinces élit, quel que soit son nombre d'habitants, 4 sénateurs provinciaux au scrutin majoritaire, à l'exception de Ceuta et Melilla qui en désignent 2 et des îles Baléares et Canaries dont chacune des grandes îles (Grande Canarie, Majorque et Tenerife) en élit 3 et chacune des plus petites (Ibiza-Formentera, Minorque, Fuerteventura, Gomero, Hierro, Lanzarote et Palma), 1. En outre, chaque communauté autonome désigne (au scrutin proportionnel) 1 sénateur communautaire ainsi qu'un sénateur supplémentaire pour chaque million d'habitants. Ce système favorise les régions les moins peuplées du royaume. Les élections sénatoriales se déroulent le même jour que celles du Congrès des députés.

16 partis politiques ont obtenu des élus au Congrès des députés lors des dernières élections du 10 novembre 2019.:

- Le Parti socialiste ouvrier (PSOE), fondé en 1879 et dirigé par Pedro Sanchez, compte 120 députés ;
- Le Parti populaire (PP), créé en 1977 et conduit par Alberto Nunez Feijoo depuis le 2 avril 2022, possède 89 sièges ;
- Vox (Voix en latin), parti populiste de droite fondé en 2013 d'une scission avec le PP et emmené par Santiago Abascal, compte 52 élus ;

- Unidos Podemos, alliance de 12 partis dont Podemos, la Gauche unie (IU) et Equo, dirigée par Ione Belarra, possède 35 sièges ;
- Ciudadanos (C's), parti centriste fondé en 2006 et emmené par Alberto Rivera, compte 10 députés ;
- la Gauche républicaine de Catalogne (ERC-Sobiranistes), alliance de 2 partis indépendantistes dirigée par Oriol Junqueras, possède 13 sièges ;
- Ensemble pour la Catalogne (Junts per Catalunya, JxCat), parti indépendantiste formé par le Parti démocrate (PDeCAT) et des personnalités indépendantes, possède 8 sièges ;
- Le Parti nationaliste basque (EAJ/PNV), parti démocrate-chrétien, fondé en 1984 et dirigé par Andoni Ortuzar, compte 6 députés ;
- Euskal Herria Bildu (Réunir le Pays basque), alliance de 4 partis dont la porte-parole est Arnaldo Otegi, possède 5 sièges ;
- Mas (Plus), parti de gauche fondé en 2019 et conduit par Inigo Errejón, compte 3 élus ;
- Candidature d'unité populaire-Pour la rupture (CUP-PR), parti indépendantiste catalan de gauche, emmené par Carles Riera, compte 2 élus ;
- La Coalition canarienne-Parti nationaliste canarien (CC-PNC), alliance d'un parti régionaliste de droite dirigé par Claudina Morales et d'un parti régionaliste conduit par Juan Manuel Gracia Ramos, possède 2 sièges ;
- Navarra Suma (NA+), coalition formée par l'Union du peuple navarrais (UPN), le Parti populaire et conduite par José Javier Esparza, possède 2 sièges ;
- Bloc galicien, parti régionaliste de gauche fondé en 1982 et dirigé par Ana Pontón, compte 1 député ;
- Le Parti régionaliste de Cantabrie (PRC), parti régionaliste emmené par Miguel Ángel Revilla, compte 1 élu ;
- Teruel existe, qui représente les intérêts de la province de Teruel (Aragon) conduite par José Guitarte Gimeno, possède 1 député.

Le PSOE est également majoritaire au Sénat.

Rappel des résultats des élections parlementaires du 10 novembre 2019 en Espagne

Participation : 66,23%

Congreso de los diputados

Partis politiques	Nombre de suffrages exprimés	Pourcentage des voix obtenues	Nombre de sièges
Parti socialiste ouvrier (PSOE)	6 792 199	28	120
Parti populaire (PP)	5 047 040	20,81	89
Vox	3 656 979	15,08	52
Unidas Podemos	3 119 364	12,86	35
Ciudadanos (Cs)	1 650 318	6,80	10
Gauche républicaine	880 734	3,63	13
Más País	584 306	2,41	3
Junts per Catalunya-Junts	530 225	2,19	8
Parti nationaliste basque (EAJ/PNV)	379 002	1,56	6
Euskal Herria Bildu (EH Bildu)	277 621	1,14	5
Candidature d'unité populaire-Pour la rupture (CUP-PR)	246 971	1,02	2
Coalition canarienne-Nouvelles Canaries (CCa-NC)	124 289	0,51	2
Bloc nationaliste galicien-Nós (BNG-Nós)	120 456	0,50	1
Navarra Suma (NA+)	99 078	0,41	2
Parti régionaliste de Cantabrie (PRC)	68 830	0,28	1
Teruel existe	19 761	0,08	1

Source : <https://infoelectoral.interior.gob.es/opencms/es/elecciones-celebradas/resultados-electorales/>

Senado

Partis politiques	Nombre de sièges
Parti socialiste ouvrier (PSOE)	113
Parti populaire (PP)	97
ERC Bildu	15
Ciudadanos	9
Gauche	6
Indépendantistes 8	6
Autres	9

Source : <https://www.boe.es/boe/dias/2019/12/02/pdfs/BOE-A-2019-17344.pdf>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2024

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.